

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 Auxerre

Auxerre, le 17/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DU MOULIN DU BOIS

9 avenue de Paris
BP 161
94300 Vincennes

Références : -
Code AIOT : 0005426275

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2024 dans l'établissement PARC EOLIEN DU MOULIN DU BOIS implanté / 89800 Saint-Cyr-les-Colons. L'inspection a été annoncée le 01/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DU MOULIN DU BOIS
- / 89800 Saint-Cyr-les-Colons
- Code AIOT : 0005426275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Parc éolien du Moulin du Bois exploite une installation composée de 9 éoliennes de 150 mètres en bout de pale et de 32,4 MW de capacité sur la commune de Saint-Cyr-Les-Colons.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Information de lancement des travaux	Arrêté Préfectoral du 19/11/2021, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Hydrogéologie	Arrêté Préfectoral du 19/11/2021, article 1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déclaration OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/11/2021, article 2.2	Sans objet
4	Parement des postes de livraison	Arrêté Préfectoral du 19/11/2021, article 2.3.2	Sans objet
5	Mise en place de haies	Arrêté Préfectoral du 19/11/2021, article 2.3.2	Sans objet
6	Suivi de chantier par l'écologue	Arrêté Préfectoral du 19/11/2021, article 2.4	Sans objet
7	Réalisation d'une étude géotechnique	Arrêté Préfectoral du 19/11/2021, article 2.4	Sans objet
8	Profondeur des fondations	Arrêté Préfectoral du 19/11/2021, article 1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est déroulée en phase de construction du projet, alors que l'installation n'était pas encore mise en service. L'inspection a porté sur la situation administrative de l'établissement, sur les prescriptions spécifiques à la phase de construction portées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, et sur le respect des engagements pris par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.

La principale non-conformité rencontrée porte sur l'absence de réalisation de l'étude hydrogéologique que l'exploitant s'était engagé à réaliser dans son dossier de demande d'autorisation environnementale, ainsi que l'absence d'échanges avec le gestionnaire de la nappe au moment des phases critiques de l'opération de coulage des fondations. Les comptes-rendus de réception des fonds de fouille servant au coulage des fondations sont toutefois de nature à rassurer sur l'absence d'impact des travaux sur la qualité des eaux souterraines, les photographies annexées à ces rapports démontrant que la nappe n'a pas été atteinte et que les travaux ont été réalisés hors d'eau.

Les non-conformités relatives à la situation administrative de l'établissement ont été rapidement levées suite à l'inspection.
L'inspection a montré une gestion globalement satisfaisante du chantier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information de lancement des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2021, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Information de l'inspection du lancement des travaux
Prescription contrôlée : L'exploitant informe l'Inspection des installations classées du lancement des travaux de construction et de la mise en service industrielle des aérogénérateurs au plus tard quinze jours avant chacune de ces opérations.
Constats : NON CONFORMITÉ : L'exploitant n'a pas informé l'Inspection des installations classées du lancement des travaux de construction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Déclaration OREOL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration des données techniques relatives à l'installation : OREOL
Prescription contrôlée : Art. 2.2. - I. - Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. [...] II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes : - le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement [...] ; - la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ; - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;
Constats : Le jour de l'inspection, les données techniques relatives à l'installation, et notamment la date de déclaration d'ouverture du chantier (le 26/09/2023), étaient déclarées sur le site internet dédié.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2021, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant actualise le montant de la garantie financière susvisé tous les 5 ans, par application de la formule mentionnée à l'article 31 de l'arrêté du 26 août 2011 modifié par l'arrêté du 22 juin 2020. Les garanties financières sont fournies avant le démarrage des travaux d'implantation des éoliennes. (Montant des garanties financières fixé par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 janvier 2023 : 594 000 €)
Constats : NON CONFORMITÉ : Le jour de l'inspection, les garanties financières de l'installation n'étaient pas constituées. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un acte de cautionnement daté du 01/08/2024, prenant effet à compter du 30/08/2024, valable pour une durée de 5 ans, et d'un montant de 1 322 205 euros. La non conformité peut donc être levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Parement des postes de livraison

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2021, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection du paysage : postes de livraison
Prescription contrôlée : [...] Les façades des postes de livraisons situés le long de la RD 956 disposent d'un parement de pierres. [...]
Constats : Les inspecteurs ont pu constater que les façades des postes de livraisons disposent d'un parement de pierres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mise en place de haies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2021, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection du paysage : mise en place de haies
Prescription contrôlée :

L'exploitant propose aux riverains de mettre en place des haies sur les deux bourgs de Saint-Cyr-les-Colons et Préhy, masquant les vues en direction du parc éolien.

Dès notification du présent arrêté et jusqu'à 24 mois suivant la mise en service du parc éolien, les habitants des bourgs des communes de Saint-Cyr-les-Colons et Préhy peuvent demander la plantation de haies sur leurs propriétés afin de réduire les visibilités vers le parc. L'exploitant planifie la mise en oeuvre des travaux d'implantation, à hauteur d'un linéaire maximum de 1000 m.

Cette mesure est à destination des propriétaires des immeubles dont les 3 conditions sont simultanément réunies : ;

- Occupés ou habités, existant à la date de signature du présent acte ;
- Dont les façades des habitations sont exposées à des vues partielles directes vers le parc ;
- Situés dans les bourgs des communes de Saint-Cyr-les-Colons et Préhy.

Une communication auprès de ces propriétaires sera réalisée dès notification du présent arrêté par la distribution d'un prospectus par voie postale ainsi qu'un affichage en mairie de Saint-Cyr-les-Colons et Préhy.

Si à l'issue de la première année d'exploitation du parc éolien l'ensemble des 1000 m linéaires de haies n'a pas été demandé, les propriétaires des immeubles remplissant les 3 conditions citées ci-dessus, pourront demander la plantation de haies venant masquer les vues vers d'autres parcs éoliens dans un rayon de 10 km autour du Parc éolien du Moulin du Bois, jusqu'à l'expiration du délai de 24 mois cité ci-dessus.

L'exploitant consigne dans un registre l'ensemble des éléments permettant de vérifier la mise en oeuvre effective de cette mesure et les réponses individualisées apportées à chacune des demandes.

Constats :

L'exploitant a assuré la publicité de cette mesure aux riverains en envoyant par voie postale 380 courriers en février 2022. Cette communication a été doublée en novembre 2023 par la publication d'une lettre d'information aux habitants de Saint-Cyr-les-Colons et de Préhy.

Le jour de la visite, deux riverains avaient contacté l'exploitant pour solliciter la mise en oeuvre de cette mesure, pour un linéaire total de haies de 27 mètres. La plantation est prévue en novembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi de chantier par l'écologue

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2021, article 2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures spécifiques en phase travaux : Suivi de chantier par l'écologue

Prescription contrôlée :

<p>Un suivi du chantier est assuré par un écologue afin de s'assurer du respect des recommandations et mesures environnementales par le maître d'œuvre et les entreprises, ainsi que de détecter la présence d'espèces sensibles sur la zone du chantier pour éviter la destruction d'habitats, d'espèces végétales et animales, protégées ou menacées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection les sept compte-rendus de suivi de chantier réalisés entre le 18/10/2023 et le 21/06/2024.</p> <p>Ces comptes-rendus comportent les constats des observations réalisées par l'écologue le jour de la visite, ainsi que des préconisations pour la protection des espèces.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des échanges de courriels avec l'écologue en charge des suivis attestant d'un passage de l'écologue préalablement à l'ouverture du chantier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Réalisation d'une étude géotechnique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2021, article 2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures spécifiques en phase travaux : étude géotechnique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le lancement du chantier de construction est subordonné à la réalisation d'une étude géotechnique visant à identifier la nature du sol .</p> <p>Cette étude et ses conclusions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les études géotechniques réalisées, qui n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Profondeur des fondations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2021, article 1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conformité au dossier de demande : profondeur des fondations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'étude d'impact prévoit la réalisation d'une étude géotechnique pour chacune des éoliennes et une profondeur des fondations atteignant au maximum 4 mètres (étude d'impact page 188).</p>
<p>Constats :</p> <p>Les études géotechniques ont été réalisées pour chacune des éoliennes.</p> <p>La profondeur des fonds de fouilles pour le coulage des fondations est inférieur à 4 mètres pour chacune des éoliennes, comme en attestent les rapports de réception de fonds de fouilles réalisés</p>

en octobre et novembre 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Hydrogéologie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2021, article 1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité au dossier de demande : protection de la nappe

Prescription contrôlée :

L'étude d'impact prévoit la réalisation d'une étude hydrogéologique au droit de chaque massif d'éoliennes avant la réalisation des travaux (page 189).

Elle prévoit également une planification des travaux en période favorable (période où la nappe est à un niveau bas) pour éviter la réalisation de travaux en eau, ainsi que des mesures de pompage et de filtration des eaux rejetées si les travaux devaient se faire en présence d'eau. Elle prévoit enfin que le pétitionnaire s'engage à notifier au gestionnaire de la nappe le début des travaux pour qu'il vienne constater l'état des excavations et le respect des mesures de protection de la nappe.

Constats :

NON CONFORMITÉ : L'exploitant n'a réalisé aucune étude hydrogéologique dans le cadre des travaux. Le gestionnaire de la nappe n'a pas été notifié du début des travaux et n'a pas été invité à constater l'état des excavations et le respect des mesures de protection de la nappe.

Les rapports de réception de fonds de fouilles réalisés en octobre et novembre 2023 attestent que les travaux de décaissement des fondations n'ont pas atteint une partie en eau de la nappe.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Notifier au gestionnaire de la nappe la nature et la période des travaux réalisés, ainsi que tout élément de nature à justifier l'absence d'atteinte du projet à la qualité des eaux souterraines pendant la phase de construction du projet. Transmettre les justificatifs de cette notification à l'inspection des installations classées.

Les travaux ayant été réalisés, il n'y a plus lieu de réaliser l'étude hydrogéologique prévue par l'étude d'impact.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois